

Intégration de l'EEDD en Terminale ES

Les passages soulignés correspondent aux extraits des indications complémentaires qui peuvent particulièrement être utilisés dans une perspective d'EEDD.

[En italique et entre crochets, les remarques concernant l'intégration de l'EEDD dans le programme]

« CROISSANCE, CHANGEMENT SOCIAL ET DÉVELOPPEMENT »

[Le titre même du programme de Terminale ES est une invitation à la problématisation dans le cadre du développement durable]

L'enseignement des sciences économiques et sociales en classe terminale ES s'inscrit en continuité avec celui des classes de seconde (option sciences économiques et sociales) et de première ES.

La finalité de cet enseignement est de conduire l'élève à la connaissance et à l'intelligence des économies et des sociétés contemporaines, et ainsi de concourir à la formation du citoyen.

[La formulation de la circulaire du BO n°28 du 15 juillet 2004 est très proche : l'EEDD doit permettre « d'acquérir des connaissances et des méthodes nécessaires pour se situer dans leur environnement et y agir de manière responsable ». Un des aspects incontournables de la situation économique et sociale de nos sociétés contemporaines est la non durabilité du mode de production et de consommation (bref, de développement) occidental : connaître et comprendre la situation est un préalable à l'adoption de démarches responsables et citoyennes concourant à un DD.]

Elle est aussi de préparer les élèves à la poursuite d'études supérieures. Dans cette perspective, elle vise à favoriser chez les élèves l'acquisition d'une culture générale fondée sur la maîtrise de connaissances, d'outils et de méthodes d'analyse permettant un traitement rigoureux des questions économiques et sociales. L'enseignement de sciences économiques et sociales s'appuie sur l'observation de faits économiques et sociaux guidée par des questionnements théoriques. Tout en étant ancré dans les savoirs académiques de référence des disciplines constitutives des sciences sociales, il a la caractéristique d'être pluridisciplinaire. Cette caractéristique est prise en compte de deux façons : à travers la complémentarité des analyses économiques et sociologiques et grâce à un travail sur des thèmes transversaux.

[Le concept de DD se situe par essence au croisement de plusieurs dimensions : environnementales, économiques, sociales, culturelles, politiques, etc. -> il constitue un thème transversal et systémique par excellence, met-

tant en perspective les éléments du titre du programme]

Cette triple exigence (place faite à l'observation, recours aux savoirs académiques, pluridisciplinarité) doit permettre de développer des compétences requises pour la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur : capacité à identifier et formuler des problèmes, à construire des raisonnements inductifs, déductifs ou hypothético-déductifs, à exercer l'esprit critique.

En classe terminale, le programme est consacré à l'étude des mouvements longs de l'économie et de la société, dont les dernières manifestations en date sont la mondialisation et l'intégration régionale.

[Une autre manifestation est aussi la mondialisation des problèmes environnementaux : rupture des équilibres régulateurs de la biosphère qui compromet le développement à long terme des activités économiques et de la société]

Il importe cependant de veiller à ne pas étendre, en raison de cette référence à une réalité complexe et multiforme, les connaissances exigibles des élèves. Il faut, avant tout, veiller à ce qu'ils maîtrisent les concepts et mécanismes de base qui leur sont présentés et qu'ils sachent conduire des raisonnements analytiques précis.

Le programme de terminale est décliné en trois colonnes selon une logique d'arborescence de façon à clarifier les éléments exigibles:

- dans la première colonne, figurent les principaux thèmes à propos desquels des questionnements sont formulés. Ces questionnements sont éclairés par les indications complémentaires afférentes qui délimitent les problématiques ;
- dans la deuxième colonne, figurent les notions essentielles à travailler pour traiter ces questionnements quand elles ne figurent pas déjà dans la première colonne. Sont ajoutés certains agrégats et indicateurs nécessaires à l'exploitation de statistiques ;
- dans la troisième colonne, apparaissent les notions complémentaires dont la connaissance est nécessaire à une approche pertinente des éléments des deux premières colonnes. Les notions de la deuxième et de la troisième

colonne ne sont, généralement, mentionnées qu'une fois. Elles peuvent être mobilisées sur d'autres thèmes du programme que ceux en face desquels elles figurent.

Les indications complémentaires ont un triple objectif :

- aider les professeurs à délimiter le contenu des différents thèmes du programme
- faciliter sa mise en oeuvre dans les classes en suggérant des approches et des appuis documentaires ainsi qu'en proposant des perspectives propres à chacun des thèmes comme à leurs articulations ;
- favoriser l'harmonisation des lectures conduites par les professeurs afin de parvenir à une cohérence accrue des évaluations.

Les contenus des différents items doivent être appréciés au regard des durées indicatives retenues. L'ordre de présentation des contenus du programme n'est pas contraignant. Dans le cadre de sa liberté pédagogique, chaque professeur organise sa progression selon son projet et sa classe, choisit les voies et moyens qui lui paraissent appropriés, en faisant en sorte que les objectifs de contenu et de méthode soient atteints et la cohérence d'ensemble assurée.

[L'EEDD s'inscrit dans une démarche de projet cohérente et progressive sur l'ensemble du parcours scolaire, tant à l'intérieur de chaque champ disciplinaire qu'entre les différentes disciplines. Dans l'optique des SES, utiliser en Terminale, en progression avec la seconde et la première, le DD comme fil conducteur peut constituer un projet structurant et motivant donnant sens et enjeux aux apprentissages.]

Le programme est articulé autour de trois questionnements structurants en rapport avec le développement économique et le changement social. Le premier concerne les mécanismes de la croissance économique : l'accent est mis sur les conditions de l'accumulation du capital et l'organisation du travail (thèmes 1 et 2). Le second concerne la dynamique sociale : l'accent est mis sur les inégalités et les conflits, d'une part, et sur les buts et moyens de la cohésion sociale, d'autre part (thèmes 3, 4 et 5). Le troisième concerne l'impact de l'ouverture internationale sur la croissance et le changement social : l'accent est mis sur la mondialisation et l'intégration régionale (en l'occurrence européenne) et leurs conséquences sur les moyens de politique économique et sociale des Etats (thèmes 6 et 7).

[En filigrane de ces trois questionnements, la question structurante peut se situer autour de la dynamique de long terme du développement et donc de la question de la durabilité : croissance n'est pas développement et développement n'est pas forcément durable -> quel rôle peut jouer la dynamique sociale dans ce contexte complexe et global (mondialisé) ?]

Introduction (durée indicative 2 semaines)

L'objectif de l'introduction est de présenter les thèmes du programme. Il s'agit, en fait, d'établir une problématique d'ensemble, de proposer un fil conducteur sans entrer dans le détail des concepts et raisonnements. Elle permet de définir et de mettre en relation les trois concepts généraux qui structurent le programme : la croissance, le changement social et le développement.

[Cf. remarque précédente]

On montrera que la croissance et le développement sont deux notions proches mais distinctes, la première renvoyant à l'accroissement des ressources dont disposent les membres d'une société, la seconde aux transformations de structures qui favorisent durablement le bien-être.

[La distinction entre croissance et développement est à la base de la compréhension du concept de DD. Il conviendrait cependant, dans une optique d'EEDD, de briser l'association systématique entre développement et amélioration « durable du bien-être »]

On fera une première présentation succincte des principaux indicateurs (pour la croissance économique, la valeur ajoutée, le PIB et le revenu par tête ; pour le développement, l'IDH) qui servent à évaluer ces phénomènes, en soulignant leur caractère construit. On sensibilisera les élèves à l'importance des mouvements longs en se référant à ces indicateurs-clés. On mettra aussi en évidence les différences qui se manifestent au cours du temps (accélération de la croissance sur la moyenne ou longue période) ainsi qu'entre les espaces géographiques (écarts de développement).

On insistera, dans une perspective historique et analytique, sur les relations entre la croissance et le développement économiques ainsi que sur l'interaction entre, d'une part la croissance et le développement et, d'autre part, les changements dans l'organisation sociale.

[En progression avec la seconde et la première, poursuivre la réflexion sur les indicateurs de richesse, de bien-être, de développement, etc. Grâce à l'IDH, il est possible de prendre conscience de "l'insoutenabilité sociale" du développement à l'échelle mondiale du fait de l'existence d'exclus du développement, ce qui permet « la mise en perspective historique et analytique » des relations entre la croissance et le développement.]

1 - Accumulation du capital, organisation du travail et croissance économique

On montrera comment l'accumulation de capital et les transformations de l'organisation du travail concourent à la création de richesses et au changement social.

Croissance, capital et progrès technique (durée indicative : 4 semaines)

PROGRAMME	NOTIONS ESSENTIELLES	NOTIONS COMPLÉMENTAIRE
Sources, limites de la croissance économique	Valeur ajoutée, produit intérieur brut (PIB), revenu par tête, population active, capital, productivité du travail, investissement, formation brute de capital fixe (FBCF)	Indice de développement humain (IDH), développement durable Investissement immatériel, investissement public
Accumulation du capital, progrès technique et croissance	Innovation, taux de rentabilité, taux d'intérêt, demande anticipée	Épargne, innovation de procédé, de produit et organisationnelle, recherche-développement (R&D), autofinancement, financement externe, destruction créatrice

Indications complémentaires

- Sources et limites de la croissance économique

Mesurée par l'accroissement d'un indicateur de production globale, la croissance économique résulte de l'augmentation de la population active occupée, mais elle procède surtout d'un mouvement de hausse durable de la productivité moyenne du travail. On étudiera la contribution des facteurs de production à la croissance et les trois grandes manières d'accroître la productivité du travail : la spécialisation (division technique du travail et progrès organisationnels), l'accumulation de capital productif (accroissement de l'intensité capitaliste de la production, c'est-à-dire du stock de capital par tête) et le progrès technique.

On soulignera que ces phénomènes renvoient à la fois à des choix individuels d'entrepreneurs en matière d'investissement ou de R&D, à des décisions publiques, en termes d'infrastructures, de soutien à l'innovation et à la formation et plus généralement à un environnement socioculturel favorable à l'innovation et à l'investissement. On évoquera les limites de la croissance et notamment les relations entre la croissance et l'utilisation des ressources primaires non renouvelables. Il sera alors possible de discuter des rapports entre la croissance mesurée par des indices quantitatifs et le développement envisagé dans sa dimension sociale et humaine.

[Question du caractère prédateur de la croissance sur les milieux naturels, notamment au niveau des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables -> cela peut déboucher sur une critique de l'indicateur de richesse du PIB qui se nourrit de tout même de capital gaspillé ou destructeur (déjà amorcée en seconde et en première)]

- Accumulation du capital, progrès technique et croissance

L'investissement étant un maillon essentiel de la plupart des mécanismes qui engendrent la croissance, on en précisera les différents types et formes, de même que les diverses manières, pour l'entreprise, de le financer.

On s'attachera à expliciter la décision individuelle d'investissement, en insistant sur sa dimension temporelle et en introduisant, sans formalisme, les notions de rende-

ment anticipé et d'actualisation. On analysera les rôles de la demande anticipée, de la réduction des coûts de production, du taux d'intérêt et du coût des différentes formes de financement. Pour analyser ce dernier point, on pourra s'appuyer sur les acquis du programme de première concernant la mobilisation de l'épargne et le financement de l'économie.

Afin de saisir le phénomène de destruction créatrice, dans sa dimension économique de disparition - apparition de biens ou services et de secteurs d'activités, on discutera des liens entre investissement, progrès technique et obsolescence économique.

[On pourra souligner le relatif court terme de toute décision individuelle d'investissement en montrant que les conséquences à long terme (voire incertaines) de l'investissement sur l'environnement sont ignorées dans l'actualisation du calcul coût avantage.]

[Il est possible d'envisager le phénomène de destruction créatrice dans la perspective plus large du DD. La dimension entropique (≈ destruction) de toute activité économique (restitution de produits résiduels déstructurés qui dégradent l'organisation initiale du milieu au niveau de la matière et de l'énergie) peut être en partie contrebalancée par la dimension néguentropique (créatrice) d'autres activités, à savoir la possibilité de structurer intelligemment de la matière. Ainsi les hommes, dans leurs activités productrices, ne sont pas seulement des utilisateurs d'énergie et de matière première soumis à l'entropie, ils sont aussi des inventeurs et des créateurs, à la source de néguentropie. Dans cette optique, l'invention et l'innovation apparaissent comme sources de néguentropie et se manifestent par le biais du progrès technique. Pour autant, dans l'optique de l'EEDD, il conviendrait de bien préciser que si la technique est un atout, elle ne constitue en rien la "solution miracle", et qu'il serait d'ailleurs peu responsable voire inconscient de ne compter que sur elle.]

Cette dynamique sera également envisagée sous l'angle du changement social. En prenant un exemple significatif

(l'industrialisation, la tertiarisation ou l'urbanisation), on insistera sur les rapports entre les phénomènes écono-

miques, politiques et sociaux dont l'interaction détermine la dynamique du développement.

Travail et emploi (durée indicative : 4 semaines)

PROGRAMME	NOTIONS ESSENTIELLES	NOTIONS COMPLÉMENTAIRE
Organisation du travail et croissance	Division du travail	Qualification, taylorisme, fordisme, toyotisme, contrat de travail
Croissance, progrès technique et emploi	Marché (de biens et services), salariat, salaire, coût du travail, marché du travail, chômage, précarité, flexibilité	Rendements croissants, marché interne/externe du travail

Indications complémentaires

- Organisation du travail et croissance

En liaison avec le thème précédent et pour en approfondir certains aspects, on montrera que l'accroissement de la productivité du travail résulte d'un progrès technique rendu possible par la mise en oeuvre de formes d'organisation spécifiques (division du travail à l'intérieur de l'entreprise et entre entreprises, types de spécialisation). On appuiera la réflexion sur la connaissance de quelques-unes des grandes étapes de la transformation de l'organisation du travail (taylorisme, fordisme, toyotisme...) et de leurs implications sur l'organisation des entreprises.

On s'interrogera sur l'existence de deux modèles : l'un où l'obtention de gains de productivité est fondée sur l'augmentation de l'intensité du travail et la standardisation des produits, l'autre où les gains de productivité sont associés à une variété accrue de biens et services. On discutera de l'évolution du monde du travail en éclairant les questions suivantes : apparition, développement et mise en question du salariat, contenu, évolution du contrat de travail et place des conventions collectives, évolution de la durée individuelle du temps de travail et développement du travail en équipes, transformation des contenus et formes des emplois (tertiarisation, évolution des qualifications...).

- Croissance, progrès technique et emploi

On montrera comment s'articulent gains de productivité et extension des marchés en examinant les rôles de la formation des prix et de la demande de biens et services : l'accent sera mis sur les effets de la baisse des prix et de l'augmentation des revenus réels. On soulignera que ces mécanismes qui déterminent la croissance économique en rendant compatible l'accroissement de l'offre avec celui de la demande peuvent se révéler défailnants, auquel cas la demande ne suit pas l'offre et le chômage se développe. Cette question sera discutée en se référant aux conditions de la répartition de la valeur ajoutée (rapports de forces, choix de politique économique).

On discutera de la relation qu'entretient le progrès technique avec l'emploi. On s'interrogera sur les conditions

dans lesquelles les gains de productivité, associés aux nouvelles technologies, peuvent se traduire par des baisses de prix et des hausses de salaires entraînant des accroissements de la demande et du volume de l'emploi. Cela permettra de montrer que les nouvelles technologies n'ont pas par elles mêmes d'effets négatifs sur le volume de l'emploi à moyen et long terme.

La question de la flexibilité du travail sera débattue dans ses différentes dimensions (adaptabilité des conditions de travail dans l'entreprise, mobilité professionnelle et géographique, variabilité des salaires) en relation avec les conditions de la croissance. En s'appuyant sur des exemples, on soulignera la complexité des relations entre la flexibilité et l'emploi. On pourra ainsi montrer que, lorsqu'elle permet une meilleure affectation des ressources, la flexibilité est favorable à l'emploi et la croissance, alors qu'elle leur devient défavorable quand elle conduit à une amplification des inégalités. C'est ce qu'on observe quand une vulnérabilité accrue de la main d'oeuvre devient préjudiciable à la demande et à l'acquisition de nouvelles qualifications.

2 - Inégalités, conflits et cohésion sociale : la dynamique sociale

On rappellera que les sociétés démocratiques sont caractérisées par une tension entre l'existence des inégalités et des conflits, d'une part, et l'exigence de cohésion sociale, d'autre part.

[D'une manière générale, l'on se situe ici sur la dimension sociale du DD en insistant sur la connaissance et la mesure des problèmes sociaux et sur l'enjeu démocratique des inégalités -> le concept d'équité habituellement traité au niveau intragénérationnel peut être élargit à sa dimension intergénérationnelle : la solidarité à l'égard des générations futures]

Stratification sociale et inégalités (durée indicative : 5 semaines)

PROGRAMME	NOTIONS ESSENTIELLES	NOTIONS COMPLÉMENTAIRE
-----------	----------------------	------------------------

La dynamique de la stratification sociale	Inégalités, professions et catégories socio-professionnelles (PCS)	Patrimoine, revenu, moyennisation/polarisation
Les enjeux et déterminants de la mobilité sociale	Egalité/inégalité des chances, mobilité/immobilité, reproduction	Destinée, recrutement, mobilité structurelle/nette, capital économique/culturel/social
Idéal démocratique et inégalités	Société démocratique, justice sociale, équité	Incitations, méritocratie, exploitation

Indications complémentaires

- La dynamique de la stratification sociale

Pour définir les inégalités économiques et sociales, on en soulignera le caractère multidimensionnel et dynamique en s'appuyant sur des indicateurs économiques et sociaux.

On s'attachera à distinguer différences et inégalités. On soulignera que les inégalités traduisent des différences d'accès aux ressources rares et socialement prisées. Celles-ci ne se réduisent pas au seul revenu : patrimoine, consommation, scolarité, santé, représentation politique, prestige social des professions, etc. donnent aussi lieu à des formes d'inégalité qui sont ou non cumulatives.

En mobilisant notamment les PCS (programme de la classe de première, on présentera les mutations des inégalités sur le long terme. On présentera rapidement l'usage des outils statistiques appropriés comme la courbe de Lorenz, le rapport inter-déciles. On tentera de synthétiser les éléments d'analyse qui conduisent à considérer la dynamique du XX^e siècle des économies développées comme celle d'une baisse séculaire des inégalités, tout en soulignant les incertitudes actuelles (maintien de la dynamique de moyennisation versus polarisation). On discutera, en prenant l'exemple des sociétés contemporaines développées, de l'existence de larges classes moyennes et de leur influence éventuelle sur le changement social et la mobilité.

- Les enjeux et déterminants de la mobilité sociale

On étudiera la mobilité sociale, en particulier en France. On analysera pour cela des tables de mobilité intergénérationnelle, leur principe de lecture (tables de destinée, de recrutement) et l'enjeu des comparaisons de tables (changement des marges, nombre de

catégories considérées, mobilité structurelle et mobilité nette ou fluidité). En suivant différentes trajectoires typiques, on soulignera la proximité et l'éloignement relatif entre PCS. On soulignera le caractère partiel de ces analyses car dépendant du choix du codage (PCS) ou de la prise en compte imparfaite des femmes et de l'hétérogamie.

On insistera sur la complexité des facteurs de la mobilité sociale (rôle de la famille et de la trajectoire scolaire) avant d'apprécier les rôles respectifs des choix individuels et de la reproduction sociale.

On montrera aussi qu'une société plus fluide n'est pas nécessairement une société moins inégale et que la mobilité sociale n'est pas toujours vécue positivement par les individus.

- Idéal démocratique et inégalités

On s'interrogera sur l'articulation, au sein des sociétés démocratiques, entre égalité des droits, égalité des chances et égalité des situations.

Sans développer toute la richesse du débat contemporain, on introduira, à partir de l'étude des inégalités et de la mobilité sociale, une discussion sur les rapports entre justice sociale et inégalités. Pour questionner les relations entre égalité et équité, on discutera comment certaines inégalités peuvent être considérées comme justes parce qu'elles bénéficient aux plus défavorisés, alors qu'à l'inverse l'égalité peut être injuste si elle conduit à ignorer des différences jugées légitimes entre individus.

On présentera le débat qui oppose les tenants de la récompense des plus méritants, d'une part et les tenants de l'égalisation nécessaire, d'autre part : les uns voient dans l'inégalité un aiguillon, les autres un frein.

Ces questionnements pourront être liés à celui concernant l'Etat-providence et la cohésion sociale.

Conflits et mobilisation sociale (durée indicative : 3 semaines)

PROGRAMME	NOTIONS ESSENTIELLES	NOTIONS COMPLÉMENTAIRE
Mutations du travail et conflits sociaux	Classes sociales, syndicat, rapports sociaux	Lutte des classes
La diversification des objets et des formes de l'action collective	Mouvements sociaux, institutionnalisation des conflits	Mobilisation collective, identités, valeurs, groupes de pression

Indications complémentaires

- Mutations du travail et conflits sociaux

En liaison avec les chapitres "travail" et "inégalités", on étudiera les conflits du travail. En s'appuyant sur les

acquis de la classe de première, on analysera les modalités de la constitution d'une identité professionnelle et les rapports sociaux qu'elle implique. Afin de mettre en évidence les implications des mutations du monde du travail

sur les évolutions de la stratification et des classes sociales, on présentera le débat concernant la “fin de la classe ouvrière”. On précisera qu’il ne suffit pas qu’un groupe subisse des inégalités fortes pour qu’il constitue une classe sociale : il lui faut aussi manifester une identité avérée et une capacité effective de mobilisation. On soulignera le rôle des organisations syndicales dans la construction d’un droit du travail et l’institutionnalisation de la régulation des conflits du travail. A travers l’examen de ses facteurs et effets, on questionnera cependant le phénomène de désyndicalisation. On montrera la diversité des enjeux et formes des conflits du travail ainsi que le rôle croissant des acteurs et mouvements non institutionnalisés.

A partir de l’analyse des stratégies des acteurs, on discutera les difficultés et les paradoxes de la mobilisation des grands groupes sociaux, sans négliger l’examen des facteurs culturels et institutionnels facilitant l’action collective.

- La diversification des objets et des formes de l’action collective

On montrera qu’au long des trente dernières années, de “nouveaux mouvements sociaux” ont émergé autour d’objets variés, distincts de ceux liés au monde du travail : environnement, droit des femmes, régionalisme, reconnaissance de la diversité des orientations sexuelles, reconnaissance des minorités ethniques ou religieuses. On discutera de la qualification de ces mouvements sociaux à partir des trois caractéristiques qui leur sont reconnues : la tentative d’affirmation d’identités ou de valeurs spécifiques ; la structuration par opposition à une

Intégration et solidarité (durée indicative : 4 semaines)

PROGRAMME	NOTIONS ESSENTIELLES	NOTIONS COMPLÉMENTAIRE
La cohésion sociale et les instances d’intégration	Lien social, socialisation, intégration, exclusion	Pauvreté, anomie, déviance, individualisme, solidarité mécanique/organique
Protection sociale et solidarités collectives	Etat-providence, assurance/assistance, redistribution	Risques sociaux, universalisme/communautarisme

Indications complémentaires

- La cohésion sociale et les instances d’intégration
Il s’agira de montrer que la société n’est pas un groupement d’individus atomisés, mais repose sur l’existence de liens sociaux complexes entre des membres plus ou moins intégrés dans une totalité et ses sous-ensembles. On rappellera, pour cela, en s’appuyant sur les acquis de la classe de première, que la socialisation (primaire/secondaire) est le processus par lequel les individus sont conduits et participent à cette intégration en assumant des rôles sociaux durables. Différentes instances d’intégration (famille, école, travail, cité) permettent de construire et de faire évoluer rôles, statuts et formes du lien social. On remarquera que le travail (un rappel sera fait au chapitre 2) est un lieu central de l’intégration et de la solidarité, car, au-delà de la rétribution directe, le statut professionnel et les cotisations sociales ouvrent des droits collectifs. La famille et la citoyenneté se présentent aussi

situation dominante, qu’ils jugent comme leur étant préjudiciable ; la tentative d’élaboration d’un projet social et politique alternatif.

[L’entrée EEDD est ici explicite : en progression avec la classe de première, il est possible de prendre comme exemple les mouvements “écologistes” au sens large (anti-nucléaire, anti-OGM, etc.) en ce qu’ils remplissent pleinement les trois caractéristiques des “nouveaux mouvements sociaux”]

On discutera et nuancera la thèse selon laquelle ces nouveaux mouvements se substitueraient aux “anciens”, liés au monde du travail. En s’appuyant sur un nombre limité d’exemples de mouvements mêlant des revendications d’ordre économique, culturel, éthique, politique, au niveau local, national ou mondial, on analysera les nouvelles formes de conflictualité qui en résultent.

On examinera comment, au-delà de la dénonciation de différences plus ou moins reconnues, c’est la capacité à les présenter comme des inégalités illégitimes qui permet aux minorités conduisant l’action collective d’asseoir la reconnaissance de nouveaux “lieux” de conflits. La place des mouvements sociaux dans l’émergence et la diffusion de valeurs, voire de modèles culturels alternatifs sera soulignée, de même que le rôle de l’action collective dans la construction, le renforcement et la transformation des identités. On évoquera la stratégie et l’impact de ces mouvements qui, comme les groupes de pression, s’attachent à influencer sur le discours politique, les choix publics et l’évolution du cadre légal.

comme des “vecteurs” de solidarité et de cohésion en raison du partage de ressources qu’elles impliquent entre leurs différents membres et du sentiment d’appartenance qu’elles peuvent fonder. L’opposition entre solidarité mécanique et solidarité organique pourra être précisée afin de mettre en évidence la diversité des formes d’intégration et des organisations sociales (communauté versus société). On discutera des relations complexes entre l’intégration sociale et l’exclusion, ce qui permettra de souligner le caractère multiforme de l’exclusion. On soulignera qu’une société où l’individualisme est une valeur centrale peut être confrontée à des tensions entre nécessités du maintien d’un lien social et exigences d’autonomie. On pourra distinguer l’individualisme particulariste et l’individualisme universaliste.

- Protection sociale et solidarités collectives
La solidarité sera envisagée sous son acception moderne, propre aux sociétés complexes, celle de la protection so-

ciale. On verra comment la collectivité s'est saisie de champs d'intervention variés (emploi, santé, famille, vieillesse) en définissant des "risques sociaux" susceptibles d'être mutualisés, ce qui a permis de définir et d'organiser des droits sociaux. On s'interrogera sur les risques de désincitation et d'effets pervers.

Dans cette perspective, l'Etat-providence pourra être analysé comme un système complexe de répartition de ressources collectives. Pour souligner la diversité des modèles qui le caractérisent, on rappellera l'opposition fondatrice entre assurance et assistance. On précisera aussi la distinction entre trois idéaux-types : le modèle "universaliste" (protection sociale de haut niveau ouverte à tous, en contrepartie de la citoyenneté), le modèle "corporatiste" (protection variable selon la profession moyennant une cotisation spécifique donnant qualité d'ayant-droit) et le modèle "résiduel" (protection limitée ouverte sans condition, conçue comme "filet de sécurité").

On examinera succinctement deux champs d'intervention spécifiques, par exemple pauvreté et vieillesse, de façon à souligner la diversité et le changement des enjeux et des dynamiques historiques.

[Ce thème se situe sur la dimension sociale du développement durable, au niveau des diverses solidarités. Il est possible d'y faire les mêmes remarques d'ordre général que pour le thème « Stratification sociale et inégalités »]

3 - Les enjeux de l'ouverture internationale

On montrera que les formes actuelles de l'ouverture internationale – mondialisation et intégration régionale – sont source de croissance, mais peuvent affecter la cohésion sociale et faire obstacle au développement.

[En affectant la cohésion sociale et/ou le développement de certains pays, l'ouverture internationale touche un des deux piliers du DD, le pilier social. L'autre pilier, l'environnement, est d'emblée mondialisé et les pollutions sont non seulement locales (et dépendent de plus en plus des rapports de force internationaux) mais surtout globales (cf. effet de serre, perte de bio-diversité, réchauffement climatique...). Cela pose la question de la gouvernance mondiale pour gérer ces nouveaux problèmes mondiaux.]

L'objectif est de prolonger les thèmes précédents du programme en leur adjoignant une dimension supplémentaire : celle induite par l'ouverture aux échanges internationaux (de biens, de services, de capitaux). Il sera systématiquement fait état des avantages et difficultés associés aux formes contemporaines de la mondialisation et de l'intégration régionale, en retenant, dans ce dernier cas, l'exemple de l'Union européenne.

Internationalisation des échanges et mondialisation (durée indicative : 4 ou 5 semaines)

PROGRAMME	NOTIONS ESSENTIELLES	NOTIONS COMPLÉMENTAIRE
Commerce international, croissance et développement	Avantages comparatifs, division internationale du travail, protectionnisme, libre-échange	Balance des paiements, termes de l'échange, barrières tarifaires/non tarifaires, taux de change, régimes de change, OMC, FMI, Banque mondiale
Stratégies internationales des entreprises	Firmes transnationales, compétitivité, différenciation des produits	Compétitivité prix/produit, commerce intra-firme, investissement direct à l'étranger, investissement direct à l'étranger, investissement de portefeuille, délocalisation
Mondialisation, évolutions sociales et culturelles et régulation	Acculturation, différenciation culturelle	Normes sociales, normes environnementales

Indications complémentaires

- Commerce international, croissance et développement

On présentera la notion d'avantages comparatifs et on analysera la division internationale du travail qu'ils déterminent. On discutera des avantages mutuels de l'échange, puis des avantages et inconvénients respectifs du libre-échange et du protectionnisme ainsi que les types de politiques commerciales mises en oeuvre par les Etats, sans négliger leur dimension sociopolitique. Des exemples seront pris dans l'histoire économique des nations les plus anciennement industrialisées et dans l'

histoire économique récente des pays du Sud-est asiatique. Il s'agira, en l'occurrence, de montrer la possibilité d'évolution de la division internationale du travail et de discuter ainsi du rôle des échanges internationaux dans les processus de croissance et de développement, c'est-à-dire de leur influence sur l'articulation entre gains de productivité et extension des marchés. On soulignera que les avantages comparatifs peuvent être construits. On soulignera l'importance du contexte (culturel, social, historique et géopolitique), des ressources (humaines et technologiques) dans la perspective de débattre de l'a-

déquation des objectifs et des stratégies adoptés, notamment dans les pays en développement.

On discutera, à partir d'exemples, de l'impact de l'action d'organisations internationales telles le FMI et la Banque mondiale.

[Sur la notion de barrière non tarifaire comme instrument de protectionnisme, les normes environnementales sont souvent montrées du doigt par les pays en développement comme étant un moyen de se protéger de leur concurrence : cf. aussi la partie « Mondialisation, évolutions sociales et culturelles et régulation »]

- Stratégies internationales des entreprises

On étudiera le rôle joué par les entreprises transnationales dans la division internationale du travail. On précisera, dans ce contexte, la notion de compétitivité et ses déterminants, en différenciant la compétitivité prix et les autres formes de compétitivité.

Les raisons et les conséquences des investissements directs et des investissements de portefeuille seront présentées ainsi que les conditions dans lesquelles les entreprises transnationales mettent en concurrence territoires et États.

On mettra en évidence l'existence de rivalités entre les principaux acteurs des échanges internationaux : pays, ensembles régionaux, firmes et groupes transnationaux qui cherchent à tirer parti, au mieux, des gains de l'échange international. Dans cette perspective, on pourra travailler sur le rôle de médiation et de régulation des institutions internationales et prendre l'exemple des divers "rounds" des négociations du GATT puis de l'OMC.

- Mondialisation, évolutions sociales et culturelles et régulation

On analysera les relations complexes que les entreprises transnationales entretiennent avec les pays, États et so-

Intégration européenne et politiques économiques et sociales (durée indicative : 4 semaines)

PROGRAMME	NOTIONS ESSENTIELLES	NOTIONS COMPLÉMENTAIRE
L'Union européenne et la dynamique de l'intégration régionale	Union économique et monétaire, union politique, Europe sociale	Zone de libre-échange, union douanière
Les nouveaux cadres de l'action publique	Politique économique, politique monétaire, politique budgétaire, consommations collectives, service public, service universel	Coordination des politiques économiques et sociales, déréglementation/nouvelles régulations, subsidiarité

Indications complémentaires

- L'Union européenne et la dynamique de l'intégration régionale

L'analyse de l'intégration européenne sera conduite en contrepoint de celle de la mondialisation. On montrera que l'intégration européenne ne se limite pas à la mise en place d'une zone de libre-échange mais se traduit par la constitution d'un marché unique et appelle des politiques communes. On débattera de l'articulation entre union économique et monétaire et union politique.

ciétés dans lesquels elles déploient leurs activités en discutant, d'une part, des changements sociaux induits, d'autre part, des difficultés de régulation.

On s'interrogera sur les effets contrastés que l'internationalisation des échanges peut avoir sur les inégalités et avantages sociaux.

[Il s'agit ici d'aborder les inégalités de développement au niveau mondial, qui sont socialement explosives vu leur ampleur]

On débattera de la complexité des influences exercées par les processus d'intégration internationale sur les comportements et les possibilités de consommation, en soulignant qu'ils peuvent tout autant constituer un facteur de différenciation, que déterminer des tendances à l'uniformisation à travers la diffusion de modèles culturels dominants. On analysera la diversité des conflits et les réactions de rejet et acculturations qui peuvent en résulter.

On mettra en évidence les effets induits par la mondialisation dans les modes de régulation de l'économie et de la société ainsi que dans la distribution des rôles entre États et marchés.

On montrera que de nouvelles formes de coordination et d'institutionnalisation émergent au niveau international (action internationale des syndicats, des autres ONG, des institutions internationales). On discutera des questions suscitées par des propositions d'édicter des normes sociales et environnementales applicables à l'échelle mondiale.

[Ici, en conséquence des risques de dumping social et environnemental inhérents au processus de mondialisation, se pose les questions de gouvernance/régulation mondiale, et de mise en œuvre de normes sociales et environnementales pour y remédier : ces questions se situent au centre de la problématique mondiale du DD.]

- Les nouveaux cadres de l'action publique

On introduira la discussion sur les objectifs et moyens de politique économique mobilisables dans une zone économique intégrée, en mettant en évidence les avantages et contraintes de leur harmonisation.

En s'appuyant sur les acquis de la classe de première, des éléments d'analyse des politiques conjoncturelles seront proposés sans entrer dans le détail technique des modèles de référence.

On s'arrêtera sur :

- les opportunités et contraintes d'une politique monétaire commune ;
- les exigences relatives à la gestion budgétaire et fiscale (niveau des déficits, harmonisation).

Des éléments d'analyse de l'action des pouvoirs publics sur les structures économiques et sociales seront également proposés. En prenant un exemple dans le contexte européen – celui de la politique de protection sociale – on soulignera la nécessité de l'action publique pour maintenir et accroître la cohésion sociale, en même temps que la difficulté de leur mise en œuvre, du fait des héritages institutionnels et des traditions nationales distinctes.

Conclusion

La conclusion est l'occasion de reprendre brièvement la perspective d'ensemble du programme qui est de traiter de l'articulation entre croissance, développement et changement social.

[Ici, l'on peut renvoyer aux remarques faites en introduction sur l'aspect structurant de la problématique du DD par rapport aux thèmes et au notionnel de l'ensemble du programme de Terminale. Afin de mettre l'ensemble en perspective, il serait intéressant de déboucher sur le graphique synthétique croisant l'empreinte écologique et l'IDH de l'ensemble des pays. Cela permettrait de réinterroger les liens entre les notions de croissance et de développement et ce dans une dynamique de long terme, et d'acquérir les connaissances et méthodes nécessaires pour prendre conscience de la nécessité d'un changement social en faveur d'un développement réellement durable, comme le préconise la circulaire du BO du 15 juillet 2004 déjà citée à l'occasion des programmes de 2^{nde} et de 1^{ère}.]